

L'Ukraine travaillée par l'extrême droite

Les groupes ultranationalistes placent leurs pions dans un pays déstabilisé par le conflit avec la Russie

Attitudes d'expositions artistiques ou littéraires, mises à sac de conseils régionaux en province, manifestations contre la Gay Pride kéviennne, dimanche 18 juin... Dans un paysage politique aux allures de champ de ruines, l'extrême droite ultranationaliste ukrainienne joue la stratégie du coup d'éclat permanent. Comme la tentative, en mai, d'obtenir par la force la fermeture d'un café libanais de la capitale dont les serveurs ne parleraient pas ukrainien. Ces derniers mois, ses actions spectaculaires ont propulsé sur le devant de la scène médiatique des groupes plus habitués à évoluer dans l'anonymat.

Leur ambition ne s'arrête pas à la mise en scène de leur radicalité. Les ultranationalistes, qui se contentaient pendant des années de conduire de bruyantes marches

aux flambeaux, entendent peser en profondeur sur le destin d'une Ukraine déstabilisée par trois années de guerre. Au printemps, les membres du Corpus national, un parti d'extrême droite nouvellement créé, ont organisé le blocus de plusieurs banques russes installées en Ukraine, poussant la première d'entre elles, la Sberbank, à annoncer la vente de sa filiale ukrainienne. Ce blocus, qui a entraîné des heurts avec la police dans plusieurs villes, a aussi fait céder le pouvoir : mi-mars, un décret présidentiel interdisait aux succursales des banques russes de rapatrier leurs profits en Russie.

Slogans simples

Cette victoire contre l'«*oligarchie gouvernementale liée à la Russie*», selon l'expression d'Oleksandr Alferov, l'un des cadres dirigeants du Corpus national, en rappelle une autre. Durant l'hiver, des groupes d'anciens combattants soutenus par l'ensemble de l'extrême droite avaient mené un blocus des voies ferrées entre l'Ukraine et ses territoires occupés du Donbass séparatiste. Là aussi, les slogans simples – «*Non au commerce du sang*» – ont eu raison du pouvoir.

Après avoir voulu s'opposer au mouvement, Kiev a fini par donner une forme légale à ce blocus. L'arrêt du commerce avec le Donbass, et notamment des approvisionnements en charbon bon marché, pourrait coûter à l'Ukraine un point de PIB annuel, et entérine un peu plus le divorce avec les régions séparatistes.

Forts de cette dynamique, les partis d'extrême droite s'organisent. Mi-mars, les trois principaux

membres de cette famille politique ont annoncé la signature d'un manifeste aux airs d'alliance électorale : Svoboda, le parti nationaliste le plus ancien, avec ses cinq députés ; le Corpus national, qui a le vent en poupe et revendique 10 000 sympathisants ; Pravy Sektor, organisation politique et paramilitaire, cible privilégiée de la propagande russe mais en perte de vitesse.

Les vingt points de ce manifeste dessinent un tableau disparate : destitution du président Porochenko ; création d'une «*Union baltique-mer Noire*», qui permet de tenir la ligne à la fois antirusse et anti-Union européenne de ces mouvements ; retour à l'Ukraine de son statut de puissance nucléaire ; autorisation de la détention d'armes par les citoyens ; rupture des relations diplomatiques avec la Russie...

Ces mesures constituent en réalité le plus petit dénominateur commun entre des partis assez hétéroclites. «*Les partis qui s'associent aujourd'hui ont des différences idéologiques importantes*, constate le chercheur Vyacheslav Likhachev, spécialiste du sujet basé à Jérusalem. *Svoboda est un parti nationaliste classique. Le Corpus national, lui, est bien plus radical et raciste que Pravy Sektor.*» Quoi de commun, en effet, entre Andreï Biletski, chef du Corpus national et néonazi notoire, et nombre de membres de Pravy Sektor de confession juive ?

«*Nous avons certaines différences d'appréciation*, reconnaît Oleh Tyahnybok, le dirigeant historique de Svoboda, *mais nous sommes aussi unis par notre ennemi commun, la Russie.*» Les références à la guerre sont omniprésentes dans le manifeste des trois alliés, qui privilégient une résolution du conflit par la force. Les

Le pouvoir a préempté une partie du discours nationaliste afin de limiter leur influence
Les trois principaux partis ultranationalistes ont signé un manifeste aux airs d'alliance

électorale

affrontements ont offert une nouvelle légitimité à l'extrême droite, qui compte dans ses rangs de nombreux anciens combattants. Le Corpus national est ainsi issu du célèbre bataillon de volontaires Azov, connu pour son emblème évoquant celui de la division SS Das Reich et pour les accusations de crimes de guerre portées à son encontre.

« Résilience face à la violence »

En même temps qu'elle redessine les contours de l'identité ukrainienne, la guerre a aussi modifié les canons traditionnels du nationalisme ukrainien, le sortant de sa niche ethno-folklorique limitée à l'Ouest ukrainophone du pays. Le Corpus national, originaire de Kharkiv, est bien implanté dans le centre de l'Ukraine, pendant que Pravy Sektor est populaire auprès des russophones. Les ultranationalistes renforcent aussi leur implantation sur le terrain. Dans certaines localités, leurs hommes se substituent à la police pour résoudre les petits conflits de la vie courante. Le Corpus national s'est aussi fait une spécialité des camps de jeunesse.

En 2014, dans la foulée de la révolution de Maïdan, où ils avaient gagné leurs premiers galons, les différents partis de la mouvance ultranationaliste avaient réalisé des scores électoraux microscopiques. Aujourd'hui, les sondages ne leur donnent guère mieux que 5 % dans la perspective des

élections de 2019. Surtout, leurs thèses pénètrent difficilement une population «*sensible au populisme mais rétive à tout discours extrémiste ou de haine*», selon le spécialiste de l'extrême droite Anton Shekhovtsov. «*La guerre a certes légitimé les discours radicaux, mais la société se montre très résiliente face à la violence*, en hérite son collègue Vyacheslav Likhachev. *Depuis 2014, les actes racistes et antisémites n'ont cessé de diminuer.*»

Ce relatif échec s'explique aussi par le fait que le pouvoir a préempté une partie du discours nationaliste. Elu en 2014 «*président de la paix*», Petro Porochenko refuse toute concession importante vis-à-vis de la Russie. Il promeut aussi une vision de l'histoire qui satisfait l'extrême droite, glorifiant l'héritage des combattants nationalistes dont certains s'allièrent avec l'Allemagne nazie pour lutter contre les Soviétiques.

La crainte que fait peser l'extrême droite dépasse ses seules perspectives électorales. «*Si la situation économique continue de se dégrader, les nationalistes pourront être tentés de déstabiliser l'Etat par la violence*», estime un haut responsable des services de sécurité. Deux éléments accentuent cette crainte : d'abord la circulation des armes en provenance du front, et l'éventuelle alliance que l'extrême droite pourrait conclure avec des groupes d'anciens combattants non idéologues mais adeptes eux aussi d'actions radicales.

«*Le renversement du régime actuel n'est pas notre priorité*, assure M. Tyahnybok. *Nous sommes pour le jeu parlementaire, mais si on ne parle pas de révolution, le pouvoir devient arrogant.*» «*Une déstabilisation de l'Etat ne profiterait qu'à la Russie*», renchérit Oleksandr Alferov, du Corpus national, mal à l'aise face aux déclarations de son chef Andreï Biletski, qui expliquait en octobre 2016 : «*Nous voulons arriver au pouvoir par les élections mais nous disposons d'autres moyens.*»

Les ultranationalistes semblent en réalité trop faibles pour espérer obtenir quoi que ce soit face à un appareil sécuritaire devenu enfin opérant. La situation a changé depuis l'été 2015, quand des manifestations contre une réforme de la Constitution s'étaient soldées par la mort de trois policiers devant le Parlement.

Allégeances cachées

A cela s'ajoute le flou sur les intentions réelles des dirigeants d'extrême droite et leurs allégeances cachées. Au jeu des combines douteuses de la politique ukrainienne, les groupes radicaux ont toujours été utilisés par des forces politiques ou économiques comme outils de pression et d'influence. Le bataillon Azov fut ainsi longtemps financé par les hommes d'affaires Sergueï Tarouta puis Igor Kolomoïski, oligarque juif de Dnipropetrovsk. Selon plusieurs sources, le Corpus national, lui, est lié au ministre de l'intérieur, Arsen Avakov, qui a nommé l'un de ses membres au poste de chef adjoint de la police nationale.

Le «*facteur russe*» brouille lui aussi les cartes. Depuis les années 1940-1950, Moscou a toujours infiltré les groupes nationalistes. Aujourd'hui, cette infiltration sert les buts de propagande du Kremlin, prompt à décrire une Ukraine aux mains des néonazis, mais aussi à accentuer les risques de déstabilisation. Svoboda fut

ainsi longtemps financé par le Parti des régions de l'ancien président Viktor Ianoukovitch, lui-même vassal de Moscou. Depuis 2014, au moins quatre cadres ou membres de groupes d'extrême droite ont été reconnus comme entretenant des liens avec les services russes. ■

BENOÎT VITKINE

LE CONTEXTE

VISITE

En quête de soutiens internationaux, le président ukrainien, Petro Porochenko, devait être reçu à l'Élysée, lundi 26 juin, par Emmanuel Macron, resté jusqu'ici prudent sur la question ukrainienne. Cette rencontre précédera une conférence téléphonique, dans la semaine, entre les dirigeants des quatre pays impliqués dans les accords de paix de Minsk – France, Allemagne, Russie, Ukraine. Le 20 juin, M. Porochenko a vu Donald Trump à la Maison Blanche, au moment où l'administration américaine annonçait le renforcement des sanctions contre la Russie pour son soutien aux rebelles séparatistes en Ukraine.